

## Rapport d'Évaluation Rapide de Protection (ERP)

*Lieu de l'ERP : Axe Bukombo-Katsiru, ZS de Birambizo, Territoire de Rutshuru*

<b>Date de publication</b>	Le 22 novembre 2022	
<b>Dates de l'ERP</b>	Du 09 au 14 novembre 2022, soit 6 jours de collecte des données (FGD, KII, Observations directes).	
<b>Localités affectées</b>	<p><b>Sites de départ :</b> Province du Nord Kivu, Territoire de Rutshuru. Les localités et villages de la chefferie de Bwisha, notamment Rutsiro, Ntamugenga, Kalengera/ Nyabirehe, Kiseguro, Rutshuru, Kiwanja et les environs de Mabenga.</p> <p><b>Sites d'accueil :</b> Province du Nord Kivu, Territoire de Rutshuru, chefferie de Bwito, Groupement Bukombo. Les villages de Bukombo et de Sisa dans la localité de Bukombo, et les villages de Karambi et Busobyoy dans la localité de Chahemba.</p>	

	<p>Sur l'axe Bukombo – Katsiru, il y a 1965 ménages déplacés, 108 ménages retournés, 6373 ménages autochtones pour un total de 8446 ménages. Ces données ont été fournies par les informateurs clés et la synthèse des enquêtes ménages et FGD organisés.</p> <p>Chiffres de ménages déplacés, retournés et autochtones se trouvent sur l'axe Bukombo-Katsiru :</p> <table border="1" data-bbox="722 250 1566 490"> <tr> <td>Statut</td> <td>Nombre de ménages</td> </tr> <tr> <td>Déplacés</td> <td>1965</td> </tr> <tr> <td>Retournées</td> <td>108</td> </tr> <tr> <td>Autochtones</td> <td>6373</td> </tr> <tr> <td>Total</td> <td>8446</td> </tr> </table> <p><b>Populations affectées</b> Chiffres ménages IDPS se trouvent sur l'axe Bukombo-Katsiru :</p> <table border="1" data-bbox="476 578 1814 977"> <thead> <tr> <th>Localité</th> <th>Sites Collectifs en ménages</th> <th>Famille d'Accueil en ménages</th> <th>Total</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Bukombo</td> <td>0</td> <td>957</td> <td>957</td> </tr> <tr> <td>Sisa</td> <td>0</td> <td>369</td> <td>369</td> </tr> <tr> <td>Kinyenkuku</td> <td>0</td> <td>220</td> <td>220</td> </tr> <tr> <td>Karambi</td> <td>0</td> <td>219</td> <td>219</td> </tr> <tr> <td>Mudugudu</td> <td>0</td> <td>200</td> <td>200</td> </tr> <tr> <td><b>TOTAL</b></td> <td><b>0</b></td> <td><b>1807</b></td> <td><b>1965</b></td> </tr> </tbody> </table>	Statut	Nombre de ménages	Déplacés	1965	Retournées	108	Autochtones	6373	Total	8446	Localité	Sites Collectifs en ménages	Famille d'Accueil en ménages	Total	Bukombo	0	957	957	Sisa	0	369	369	Kinyenkuku	0	220	220	Karambi	0	219	219	Mudugudu	0	200	200	<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>1807</b>	<b>1965</b>
Statut	Nombre de ménages																																						
Déplacés	1965																																						
Retournées	108																																						
Autochtones	6373																																						
Total	8446																																						
Localité	Sites Collectifs en ménages	Famille d'Accueil en ménages	Total																																				
Bukombo	0	957	957																																				
Sisa	0	369	369																																				
Kinyenkuku	0	220	220																																				
Karambi	0	219	219																																				
Mudugudu	0	200	200																																				
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>1807</b>	<b>1965</b>																																				
<p><b>Déclencheur de l'ERP</b></p>	<p>Cette mission d'ERP a été déclenchée à la suite de l'alerte EH Tools 4504 – Rutshuru/Zone de santé Birambizo partagée par OCHA et faisant cas de mouvements de populations de plus 6395 personnes de 1279 ménages arrivés dans la zone pendant la période du 20 au 31 octobre 2022, en provenance de plusieurs localités et villages de la collectivité de Bwisha notamment Rutsiro, Ntamugenga, Kalengera/ Nyabirehe, Kiseguro, Rutshuru, Kiwanja et les envions de Mabenga – qui auraient trouvé refuge dans le groupement Bukombo – localités de Bukombo /Birambizo, Chahemba, Mashango, Makomalehe. D'autres déplacés dont les données ne sont pas encore disponibles seraient à Murimbi, Rusekera, Bishusha en groupement Bishusha. Il a été rapporté par les autorités locales, les membres de la société civile et les points focaux de veille humanitaire à travers OCHA que les populations déplacées présentent des besoins d'assistance humanitaire et de protection dans les localités d'accueil. Au moment de l'alerte, aucune Evaluation Rapide multisectorielle (ERM) ni Evaluation Rapide de Protection (ERP) n'avait été conduite depuis l'arrivée des personnes déplacées dans la zone. Ainsi, OCHA a recommandé de faire urgemment une ERM et une ERP dans les localités du groupement de Bukombo ayant accueillies ces déplacés. L'ERP conduite par l'équipe de protection mobile Concern a mis l'accent sur les risques et les vulnérabilités dans les localités évaluées, afin de proposer des réponses de protection adaptées en fonction des besoins en protection identifiés, et de produire des recommandations à soumettre à d'autres acteurs protection en termes de positionnement dans la zone évaluée.</p>																																						
<p><b>Méthodologie</b></p>	<p>Cette évaluation rapide de protection a été conduite par l'équipe de protection mobile de Concern, constituée de 4 staffs (3 hommes et 1 femme). L'équipe a conduit l'ERP à travers trois techniques de collecte des données : 1. Les groupes de discussion structurels ; 2. Entretiens individuels avec les informateurs clés</p>																																						

et leaders locaux ; 3. Les observations directes des sites cibles. Un total de 10 FGD désagrégées par sexe et par statut (hôtes/PDIs) ont été organisées dans les villages de Bukombo, Sisa, Karambi et Busoby, et 89 personnes ont pris part à ces discussions dont 43 hommes et 46 femmes – y compris des personnes à besoins spécifiques. La collecte des données avec les groupes de femmes a été réalisée par le personnel féminin afin de s'assurer que les participantes se sentaient confortables et à l'aise de partager leurs expériences sur la situation de protection dans la zone. En outre, 14 entretiens avec des informateurs clés ont été réalisés (6 femmes et 8 hommes), dont les leaders communautaires hôtes et déplacés, les leaders de jeunes, les responsables des services de base (ex. centre de santé), les enseignants, les responsables des services protection (ex. RECOPE, DIVAS), les représentants des structures d'accompagnement des personnes handicapées et des structures locales. Un mapping des acteurs de protection intervenants dans la zone a été réalisé pour pouvoir servir pour la mobilisation et le plaidoyer en direction de ces acteurs pour une réponse appropriée aux besoins de protection.

**Tableau de désagrégation des données des participant(e)s aux discussions de groupe et des informateurs clés :**

Localité	Type	Hôtes		Déplacés		Jeunes déplacés (mixte)		Total
		Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Garçons	Filles	
Bukombo	FGD	12	10	11	10	5	5	53
	KII	6	4	1	1	0	0	12
Chahemba	FGD	12	8	8	8	3	5	44
	KII	1	1	0	0	0	0	2

Au cours de l'ERP, l'équipe de protection mobile a aussi procédé à des référencement des cas de protection VBG et protection de l'enfant vers les structures disponibles pour leurs prises en charge. A la fin de la collecte des données, une restitution des principaux résultats de l'évaluation rapide protection a été faite en faveur des autorités locales.

**Résumé des problèmes de protection rapportés**

**Sécurité et protection générale**

- Sentiment généralisé d'angoisse et de peur au regard de la situation sécuritaire dans la zone, et que l'attaque du M23 atteigne les villages de Karambi et Busoby dans la localité de Chahemba ; mouvement qui pourrait occasionner un déplacement de la population vers Kitshanga ;
- Paiement de taxes aux éléments des groupes armés ou FARDC les jours de marchés pour accéder au marché qui renforcent la vulnérabilité et l'insécurité alimentaire des populations hôtes et déplacées ;
- Cas de violences physiques / mauvais traitements, détention arbitraire et paiement d'amendes en cas de non-participation aux journées de travaux communautaires/Salongo ou non-paiement de taxes mensuelles.

**Accès aux services de base**

- Destruction des récoltes causées par les fortes pluies et accès difficile à la terre pour les populations autochtones et déplacées, occasionnant de l'insécurité alimentaire. Des taux élevés de malnutrition aigüe sévère rapportés par les structures sanitaires dans la zone (40 cas de malnutrition aigüe sévère enregistrés au mois d'octobre 2022 par l'administrateur gestionnaire de l'hôpital général de référence de Birambizo) ;
- Les personnes déplacées font face à de nombreux besoins suite à la perte de leurs biens non alimentaires et de leurs récoltes due au déplacement. De nombreux enfants ne sont plus scolarisés. Ils ont des besoins en vivres, en AME (ex. literie), et un soutien aux moyens d'existence ;
- Les ménages autochtones et déplacés de Karambi n'ont pas accès à une source d'eau aménagée / protégée, ils s'approvisionnent en eau sur les collines

	<p>de Mirori et Kazuba situées à 6 km, ce qui présente un risque de maladies hydriques.</p> <p><b>Protection de l'enfance</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Cas rapportés d'enrôlements volontaires et parfois forcés des jeunes au sein des groupes armés communautaires ;</li> <li>- Cas de mariages précoces et forcés et grossesses précoces, et risques accrus d'augmentation des cas de mariages précoces et forcés dû à la crise ;</li> <li>- Présence d'enfants non accompagnés, séparés et orphelins. Les RECOPE ont répertorié 20 cas d'ENA à Bukombo (liste disponible), et environ 50 ENA, ES et orphelins à Busobyoy (liste en cours de finalisation). De nouvelles attaques dans les zones à proximité de celles évaluées risquent d'entraîner la présence en nombre de nouveaux ENA dans la zone ;</li> <li>- Présence de cas d'exploitation économique et domestiques des enfants ;</li> <li>- Présence d'enfants non scolarisés et de cas d'abandons scolaires à cause du manque de ressource pour payer kits scolaires pour le niveau primaire, et les frais scolaires pour le niveau secondaire.</li> </ul> <p><b>VBG</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre croissant des cas de violences sexuelles vers les champs ou pour se rendre au marché rapportés par les femmes déplacées et autochtones. Au cours de la période d'évaluation (09-14 Novembre), 9 cas de viol dont 3 enfants ont été documentés, et 2 cas non pris en charge référés pour une prise en charge médicale ;</li> <li>- Absence de structures de prise en charge appropriées dans les villages de Karambi, Busobyoy pour les survivantes de violences sexuelles (ex. prise en charge médicale, assistance juridique). Une prise en charge médicale et psychosociale est disponible à l'hôpital général de référence de Birambizo ;</li> <li>- Stigmatisation des survivantes de violences sexuelles au niveau même des structures de santé ; certaines femmes/ filles redoutent de se rendre dans les centres de santé pour recevoir une assistance médicale par peur du manque de confidentialité ;</li> <li>- Discrimination des femmes et des filles et VBG telles que les violences sexuelles, physiques, psychologiques par les membres de la communauté.</li> </ul> <p><b>Présence d'acteurs de protection dans la zone :</b></p> <p>A travers la cartographie des services de protection dans la zone, l'équipe de protection mobile a identifié les réponses de protection en cours couvrant les besoins en :</p> <p><b>Protection de l'enfant</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Help a Child</b>, basé à Kitshanga, avec une intervention à Birambizo dans la prise en charge psychosociale, le référencement des cas de VBG et la mise en place d'espaces Amis des enfants (projet en phase de démarrage) ;</li> <li>- <b>UPDECO</b>, basé à Kiwanja, avec une intervention possible dans la réinsertion des enfants associés aux forces et/ou groupes armés (EAFGA) dans les groupements de Bukombo/Birambizo et Tongo, mais qui ne dispose pas d'appui financier actuellement dans cette zone ;</li> <li>- Présence des <b>relais communautaires</b> (RECO) et quelques membres des <b>RECOPE</b> à Birambizo. Le point focal du service des affaires sociales se trouve à Kitshanga (environ 14 km), avec une faible visibilité sur les activités de protection de l'enfant réalisées par les RECOPE.</li> </ul> <p><b>VBG</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>L'Hôpital Général de Référence de Birambizo</b> est et le <b>centre de santé de référence</b> qui effectuent une prise en charge médicale des cas de viol ainsi que la prise en charge psychosociale. Lors de la collecte des données de l'ERP, ils étaient en rupture de kits PEP.</li> </ul>
<p><b>Résumé de la situation de</b></p>	<p>La situation sécuritaire dans le Nord Kivu en général et le territoire de Rutshuru, chefferie de Bwito, en particulier reste toujours volatile et alarmante dû à l'activisme des groupes armés notamment les CMC, FDLR et les NYATURA et la crise du M23. La majorité des participants aux FGD et entretiens clés présente un sentiment généralisé d'angoisse au regard de la situation sécuritaire dans la zone, et de la menace d'un nouveau déplacement lié à la crise du M23. La</p>

<p><b>protection et recommandations au Cluster Protection</b></p>	<p>présence des groupes armés dans la zone évaluée est à la base de plusieurs violations des droits humains ; tels que des violences physiques / mauvais traitements, détentions arbitraires et paiement de taxes illégales.</p> <p>Les risques de protection dans la zone sont nombreux et exacerbés par la crise du M23. La situation est particulièrement préoccupante en matière de protection de l'enfant, avec une forte présence d'enfants non accompagnés, séparés et orphelins ; qui risque de s'accroître suite aux nouvelles attaques enregistrées dans la zone évaluée. Des cas de recrutements volontaires (mécanisme de survie négatif) ou forcés des enfants dans les groupes armés ont été rapportés, ainsi que des cas d'exploitation économique et domestique des enfants. De nombreux cas de mariages précoces et forcés ont pu être observés, avec un risque élevé d'augmentation de ces cas en lien avec la crise. Le taux d'enfants non scolarisés est également important.</p> <p>En matière de VBG, des cas de violences sexuelles sur les trajets pour se rendre aux champs / marchés ont été rapportés par les femmes déplacées et autochtones. Rien qu'au cours de la période d'évaluation (09-14 Novembre), 9 cas de viol ont été rapportés par les membres des RECOPE dans la zone.</p> <p>Les personnes déplacées à Bukombo et Chahemba sont logées dans des familles d'accueil ou il a été rapporté des problèmes de promiscuité dans les ménages. Malgré cela, la population hôte demeure compréhensive et continue de partager les articles ménages essentiels avec les déplacés. En plus des besoins de protection identifiés, les personnes déplacées font face à de nombreux besoins suite à la perte de leurs biens non alimentaires et de leurs récoltes suite au déplacement. De nombreux enfants ne sont plus scolarisés. Ils ont des besoins en vivre, en articles NFI essentiels (ex. literie), et un soutien aux moyens d'existence.</p> <p>En terme de cohésion sociale, les personnes interrogées n'ont pas rapporté de tension entre les populations hôtes et déplacées. En outre, la majorité de la population hôte a déclaré qu'avant 1994 il y avait des conflits communautaires dans le groupement de Bukombo, mais qu'actuellement les communautés vivent en harmonie.</p> <p><b>Recommandations pour répondre aux besoins de protection évalués</b></p> <p>Pour répondre aux problèmes clés de protection et besoins évalués dans la zone, les recommandations ci-dessous sont proposées aux acteurs étatiques et humanitaires intervenant dans la protection :</p> <p><b>A l'endroit de l'état :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Intervenir auprès des autorités militaires pour rétablir la paix et la sécurité dans les localités de la chefferie de Bwito ;</li> <li>- Mener des plaidoyers auprès des autorités locales et administratives du territoire de Rutshuru, chefferie de Bwito, pour faciliter l'accès à la terre et au logement pour toutes les populations ;</li> <li>- A travers le STAREC, renforcer les séances de sensibilisation sur la cohabitation pacifique intercommunautaire, qui pourrait se détériorer avec la crise du M23 (assimilation de la communauté Tutsi aux éléments du M23, et discriminations)<sup>1</sup>.</li> </ul> <p><b>A l'endroit des acteurs de protection / Cluster Protection :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mener des plaidoyers pour la protection contre les tracasseries policières, taxes illégales et respect des droits humains auprès des autorités militaires et GA ;</li> <li>- Mettre en place des activités de protection communautaire et assurer le référencement des cas de protection vers les services de prise en charge (VBG / PE) ;</li> <li>- Assurer l'approvisionnement des kits PEP à l'hôpital général de référence de Birambizo et le centre de santé de référence afin d'éviter les ruptures de stocks, et former le personnel de sante sur le respect des principes de protection (ex. Confidentialité) ;</li> <li>- Renforcer et étendre les mécanismes de facilitation de transport des survivantes vers les structures de prise en charge (problèmes de distance entre les survivant(e)s et les structures de prise en charge) ;</li> </ul>
---	---

<sup>1</sup> PROGRAMME GOUVERNEMENTAL: Programme de Stabilisation et de Reconstruction des zones sortant de conflit armé.

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Appuyer la mise en place ou la redynamisation des espaces surs / espaces amis enfants existants dans la zone, et y développer des activités d'apprentissage et encadrement de ces derniers ;</li> <li>- Fournir un appui en kits scolaires pour l'année scolaire 2022-2023 en faveur des PDIs et ménages hôtes vulnérables, et sensibiliser les parents sur l'importance de la scolarisation des enfants filles et garçons ;</li> <li>- Sensibiliser les membres de la communauté hôte et déplacée sur les droits des enfants, y compris sur la Loi du janvier 2009 portant protection de l'enfant (interdiction du mariage d'enfants, interdiction des pires formes du travail des enfants etc.) ;</li> <li>- Sensibiliser les membres de la communauté sur la prévention des VBGs, la cartographie des services de protection, l'orientation des cas (VBG, PE) et la non-stigmatisation des survivant(e)s de violences sexuelles ;</li> <li>- Mobiliser des acteurs de protection travaillant sur les volets assistance juridique et réinsertion socio-économique pour les survivant(e)s de violences sexuelles ;</li> <li>- Renforcer les capacités des structures de protection communautaire, y compris les relais communautaires et RECOPE sur les notions de VBG et l'orientation des cas (VBG, PE) ;</li> <li>- Appuyer / Renforcer les processus IDTR (Identification, Documentation, Traçage et Réunionification) en collaboration avec la DIVAS Kitshanga et les RECOPE de Birambizo en vue d'une réunionification familiale réussie ;</li> <li>- Suivre la confirmation du positionnement de Help a child dans la prise en charge psychosociale / premier secours psychologiques des cas de VBG dans la zone et mise en place d'Espace Amis Enfants (EAE).</li> </ul> <p><b>A l'endroit des acteurs humanitaires selon les autres secteurs :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Fournir une assistance d'urgence aux PDIs et aux familles d'accueil, tout particulièrement dans les secteurs de la sécurité alimentaire et AME, à travers une distribution en nature ou par l'organisation d'une foire. Cette assistance pourrait être basée sur le marché, à condition de conduire une analyse complète puisque les 1eres données obtenues ne permettent pas de confirmer la possibilité de réaliser un programme de transfert monétaire en espèce ou en paiement mobile ;</li> <li>- Appuyer les PDIs hébergés en famille d'accueil avec la construction d'abris transitionnels, incluant des latrines et des points de lavage des mains</li> <li>- Appuyer les PDIs, et familles d'accueil vulnérables avec des activités génératrices des revenus afin de permettre aux personnes affectées par la crise de subvenir à leurs besoins et prévenir les stratégies de survie négatives ;</li> <li>- Mener un plaidoyer auprès du Cluster WASH pour qu'une évaluation WASH approfondie soit menée dans la zone, et pour la construction d'une source d'eau aménagée à Karambi ;</li> <li>- Distribuer des kits d'hygiène pour les PDIs et familles d'accueil vulnérables, et des kits de dignité aux filles et femmes en âge de procréation ;</li> <li>- Sensibiliser la communauté sur les bonnes pratiques en matière d'hygiène et assainissement pour prévenir les maladies hydriques ;</li> <li>- Pour les cas de malnutrition, positionner un partenaire pour appuyer l'hôpital général de référence de Birambizo, en plus de l'ONG MEDAIR qui appui présentement le centre de santé de Karambi ;</li> <li>- Appui en réinsertion scolaire et formation professionnelle pour l'apprentissage des métiers des jeunes adolescents et adolescentes.</li> </ul>				
<b>Sévérité de la situation</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	<b>5</b>

Thème de protection	Résultat	Commentaires	Recommandations (à lister par ordre prioritaire et par destinataire)
Sécurité et protection générale	4	<p>Tous les participants ont fait état d'un sentiment général d'insécurité et de peur / d'angoisse, notamment au regard d'une potentielle attaque du M23 dans la zone qui occasionnerait un nouveau déplacement.</p> <p>Il y a une forte présence de groupes armés non étatiques (CMC, FDLR et NYATURA), présumés auteurs de nombreuses violations de droits de l'homme (taxes illégales, extorsion de biens, viol, violences physiques, enrôlement d'enfants, exploitation économiques etc.). Les éléments FARDC sont aussi présents dans la zone, et des exactions de la part de certains éléments FARDC ont aussi été rapportées, notamment l'imposition de taxes jugées illégales, le travail communautaire imposé à la population.</p> <p>En plus de la présence des forces armées, la population est menacée par l'insécurité alimentaire causée par l'improductivité des champs dû à la surexploitation du sol, et la destruction d'une partie des récoltes par les fortes pluies. La réduction de la production entraîne une hausse des prix des denrées alimentaires sur les marchés qui affectent les populations hôtes et déplacées.</p>	<p>Plaider auprès des autorités militaires pour rétablir la paix et la sécurité dans les localités de la chefferie de Bwito.</p> <p>Suite aux différents entretiens réalisés au cours de cette évaluation, Concern recommande de renforcer les systèmes de médiation communautaire existants, qui ne semblent pas être utilisés. Cela permettrait la résolution pacifique des conflits au sein des différentes localités ciblées par l'alerte.</p> <p>Un plaidoyer doit être fait auprès des autorités civiles, militaires et coutumières pour assurer une sécurité et éviter les violations des droits humains rapportés par la communauté (taxes illégales, intimidations, extorsions, vol, violences sexuelles, etc.).</p>
Structure de la population	2	<p>Selon les informations collectées, les membres des familles déplacées sont venus ensemble, et il n'y a pas eu de séparations familiales car le déplacement a été préventif. Toutefois, des cas d'enfants séparés, non accompagnés et orphelins ont été rapportés, dont 20 cas d'ENA à Bukombo (listes disponibles) et 50 cas d'ENA, ES, orphelins à Busobyoy (listes en cours de finalisation).</p>	<p>Pendant la mise en place d'interventions de protection, vérifier et documenter la présence physique des cas d'enfants séparés, non accompagnés et orphelins rapportés par les informateurs clés dans la zone.</p>
Accès aux services de base	4	<p>Les PDIs sont logées dans des familles d'accueil et n'ont accès que de façon restreinte aux services de base comme l'eau, les biens alimentaires, les AME, l'éducation. Les enfants non scolarisés nécessitent un accompagnement particulier pour leur éducation et pour prévenir des risques de protection.</p>	<p>Fournir une assistance d'urgence aux PDIs et familles d'accueil en cash inconditionnel multi usage, vivres et AME.</p>

		<p><b>MARCHÉS ET MOYENS D'EXISTENCE</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'accès aux marchés est entravé dû à l'existence de barrières jugées illégales contrôlées par les FARDC dans les villages de Maruho, Sisa, au pont « Ku Kilalo », et Rukuvu. 4 barrières seraient déployées entre la localité de Kitshanga et Bukombo, ou les passants qui transportent des marchandises doivent payer 500 franc congolais pour un aller et retour moyennant un jeton, ce qui renforce la vulnérabilité économique et alimentaire des personnes autochtones et déplacées.</li> <li>- En outre, les groupes armés présents à Bukombo imposent également aux populations – y compris les commerçants - de payer 500 FC pour accéder aux marchés de Bukombo ou Kitchanga.</li> <li>- Les populations de Karambi et Busobyó s'approvisionnent en biens alimentaires et AME à Kitchanga (4 heures de marche), à Bukombo (2 heures et 30 minutes de marche) et Mweso (4 heures de marche). Les longues distances entraînent des risques de protection sur les routes, tels que des vols, tracasseries et violences sexuelles ;</li> <li>- De nombreux chefs de ménages n'ont pas d'activités génératrices de revenus pour subvenir aux besoins essentiels de leurs ménages. Les populations hôtes peuvent louer des champs, mais la majorité des PDIs n'ont pas les moyens pour payer la location. Pour assurer leur survie, certains PDIs exercent des travaux journaliers dans les champs des autochtones moyennant une rémunération journalière en nature (bois de chauffage, nourriture) ou en espèce. Certains déplacés dépendent de l'appui en vivres et AME apporté par les familles autochtones qui les hébergent.</li> </ul> <p><b>WASH</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- A Bukombo, les ONG AFRO et CARITAS auraient construit 4 sources avec 40 points d'eaux dans la localité de Bukombo il y a plus de 4 ans, mais 7 points d'eau seulement sont encore opérationnels. Pendant la saison des pluies, il a été rapporté que l'eau des robinets est boueuse et très sale, et l'eau de pluie est</li> </ul>	<p>Mener un plaidoyer à travers le Cluster protection et SGTPE Rutshuru auprès des autorités militaires et GA pour la suppression des taxes illégales imposées à la population de Birambizo, et assurer la sécurité des personnes et de leurs biens pendant les jours des marchés à Kitshanga, Mweso et Bukombo et lorsque les élèves des écoles secondaires partent à l'école.</p> <p>Appuyer les PDIs, et familles d'accueil vulnérables avec des activités génératrices des revenus afin de permettre aux personnes affectées par la crise de s'auto-suffire et prévenir les stratégies de survie négatives</p> <p>Mener un plaidoyer auprès du Cluster WASH pour qu'une évaluation WASH approfondie soit menée dans la zone, et pour la construction d'une source d'eau aménagée à Karambi</p> <p>Distribuer des kits d'hygiène pour les PDIs et familles</p>
--	--	---	--



		<p>utilisée pour la boisson et la cuisson des aliments.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La population du village de Karambi s’approvisionne en eau sur les collines de Mirori et Kazuba situées à 6 km (sources non protégés), ce qui entraîne des risques de maladies hydriques. Selon les données obtenues dans l’évaluation rapide multisectorielle (ERM) menée en parallèle de cette ERP, l’accès aux systèmes d’assainissement sur l’axe évalué pose problème. Seul 22% des ménages ont accès à une latrine hygiénique et 98% des répondants aux enquêtes ménages déclarent qu’il n’y a pas de points de lavage des mains. Par ailleurs, la pratique de la défécation à l’air libre est courante, du fait du manque d’installation sanitaires.</li> </ul> <p><b>ABRIS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- A Bukombo et Chahemba, les PDIs sont logées dans des familles d’accueil, et des problèmes de promiscuité ont été rapportés, avec souvent plus de 10 personnes dans un ménage. Néanmoins, malgré la promiscuité au sein des ménages la population hôte est compréhensive et partage les articles ménagers essentiels avec les déplacés.</li> </ul> <p><b>NFIs</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Outre les besoins en AME pour les PDIs (ex. literie, couvertures), la communauté hôte à Bukombo rapporte des difficultés d’acheter des AME car leurs petites productions agricoles ne génèrent pas un revenu suffisant pour se procurer ces biens.</li> </ul> <p><b>EDUCATION</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Insuffisance des salles de classe dans les écoles de la communauté hôte, et mauvais état des salles de classes et équipements, particulièrement à Bukombo (dans les écoles hébergeant les élèves déplacés). De ce fait, certains membres de la communauté hôte participants aux séances de FGD ont dit que certains ménages déplacés privilégient l’éducation des enfants garçons au détriment des filles;</li> </ul>	<p>d’accueil vulnérables, et des kits de dignité aux filles et femmes en âge de procréation</p> <p>Sensibiliser la communauté sur les bonnes pratiques en matière d’hygiène et assainissement pour prévenir les maladies hydriques</p> <p>Construire des rampes d’accès aux points d’eau et installer des latrines collectives dans les quartiers les plus problématiques</p> <p>Au cluster AME de positionner un acteur en assistance AME aux déplacés</p> <p>Appui en kits et tenues scolaires pour les PDIs, familles d’accueil vulnérables pour l’année scolaire 2022- 2023, et sensibilisation des parents déplacés et autochtones sur l’importance de la scolarisation des enfants filles et garçons.</p>
--	--	---	---

- De nombreux enfants déplacés ne vont pas à l'école, dû au manque de capacité d'accueil dans les écoles et à l'incapacité de payer les uniformes et kits scolaires. La non scolarisation des enfants hôtes et déplacés entraîne des problèmes de protection, à savoir le recrutement des enfants dans les groupes armés, l'exploitation sexuelle, mariages précoces, l'exploitation économique et domestique des enfants.
- A Busoby, l'école primaire est à 200 mètres des agglomérations tandis que les écoles secondaires se trouvent à Kitchanga, Mweso et Bukombo - ou les élèves effectuent entre 7 à 10 km de marche à pied aller et retour chaque jour. Cela entraîne des risques de protection (tracasseries, taxes illégales, VBG)
- A Karambi, une seule école primaire accueille des enfants des villages de Karambi et Busoby. Les parents paient les frais scolaires de construction, de contribution à la fabrication des pupitres et les kits scolaires des enfants. Cette école a accueilli des enfants déplacés issus de la dernière vague de déplacement. Ces enfants présentent de difficultés pour avoir accès aux kits scolaires et uniformes.

#### **SANTÉ ET NUTRITION**

- A Bukombo et Chahemba, la destruction des cultures agricoles causée par les fortes pluies, le manque de productivité dû à la surexploitation des sols, et le manque de moyens de subsistance des populations en dehors des activités agricoles entraînent des problèmes d'insécurité alimentaires pour les populations hôtes et déplacées. Certains participants ont rapporté que les adultes et les enfants ne consomment qu'un repas par jour. Des cas de malnutrition aiguë sévère ont été rapportés par les structures sanitaires. L'insécurité alimentaire et l'absence de moyen de subsistance entraîne des problèmes de protection, notamment le recours aux mariages précoces et forcés pour obtenir la dote et diminuer la charge du ménage. Cela entraîne aussi des problèmes d'exploitation économique des enfants ; par exemple l'envoi des enfants pour travailler dans les fermes et les champs en échange de nourriture.

Pour les cas de malnutrition, positionner un partenaire pour appuyer l'hôpital général de référence de Birambizo, en plus de l'ONG MEDAIR qui appui présentement le centre de santé de Karambi.

Renforcer et étendre les mécanismes de facilitation de transport des survivantes vers les structures de prise en charge (problèmes de distance entre les survivant(e)s et les structures de prise en charge).

		<p>A Karambi et Busoby, les cas de maladies graves sont référés à plus ou moins 7 km vers le centre de santé de référence et l'hôpital général de référence de Birambizo. Ces longues distances sont un frein à l'accès aux services de santé, y compris la prise en charge médicale des cas de VBG.</p>	
<p><b>Protection de l'enfance</b></p>	<p><b>5</b></p>	<p>Présence d'enfants non accompagnés, séparés et orphelins dans les localités évaluées. Ces enfants vivent avec les membres de leurs familles élargies et de leurs voisins de leur zone de provenance. Aucune structure d'encadrement temporaire ni familles d'accueil transitoires formées et mises en place par la DIVAS à travers les RECOPE ne sont disponibles.</p> <p>Présence d'enfants non scolarisés et de cas d'abandons scolaires par manque de ressource pour payer les kits scolaires pour le niveau primaire, et les frais scolaires pour le niveau secondaire.</p> <p>Cas d'exploitation économique des enfants dus à la vulnérabilité économique et alimentaire des ménages (Ex. enfants travaillant dans les pâturages).</p> <p>Cas d'enfants enrôlés volontairement dans les GA par manque d'opportunités et d'accompagnement.</p> <p>Nombreux cas de mariages précoces et forcés, et de grossesses précoces / filles mères. Ces cas risquent d'augmenter avec la crise M23, comme stratégie de survie négative. Il a aussi été observé certains ménages de garçons mariés précocement car non scolarisés / sans activités.</p> <p>Les jeunes filles et femmes autochtones et PDIs ont reporté des risques de violences sexuelles (ex. viol) au moment de leur déplacement vers les champs et les marchés de Kitshanga, Mweso et Bukombo.</p> <p>Insuffisance des Espaces amis d'enfants (EAE) dans la zone évaluée. Le seul EAE se trouve dans le village de Sasi à plus ou moins 7km de Karambi / Busoby et 4km de Bukombo. Il est difficile pour les enfants de ces villages d'y avoir accès. En outre, cet EAE n'est plus opérationnel. Il a été construit et appuyé par l'ONG DRC, qui n'a plus de financements dans la zone.</p>	<p>Appuyer / renforcer les processus IDTR (Identification, Documentation, Traçage et Réunion) en collaboration avec la DIVAS Kitshanga et les RECOPE de Birambizo en vue de la prise en charge des cas d'ENA / ES.</p> <p>Appui en réinsertion scolaire et formation professionnelle pour l'apprentissage des métiers des jeunes adolescents et adolescentes.</p> <p>Sensibilisation des membres de la communauté sur les droits des enfants, y compris l'interdiction des mariages d'enfants et l'implication des enfants dans les travaux lourds.</p> <p>Sensibilisation des autorités militaires et GA sur les droits des enfants, et l'interdiction de la participation des enfants de moins de dix-huit ans aux conflits armés.</p> <p>Appuyer la mise en place ou la redynamisation des espaces surs / espaces amis enfants existants dans la zone (EAE Sasi), et y développer des activités d'apprentissage et encadrement de ces derniers.</p> <p>Sensibiliser les membres de la communauté sur l'orientation de cas de VBG et les mesures de prévention.</p>

<p><b>Violences basées sur le genre</b></p>	<p>5</p>	<p>Plusieurs cas de VBG ont été enregistrés parmi les personnes déplacées et hôtes, et peu de cas se rendent aux structures de prise en charge par manque de paquet de prise en charge, manque d'information, la distance, ou par peur de la stigmatisation. Néanmoins, les femmes hôtes sont mieux informées sur les services disponibles car elles ont été sensibilisées par les relais communautaires, y compris sur la prise en charge médicale et psychosociale à l'Hôpital Général de Référence de Birambizo et le centre de santé de Karambi. Au cours de la période d'évaluation, 9 cas de viol dont 3 enfants (13-16 ans) ont été documentés parmi lesquels 2 cas non pris en charge référés à Kitshanga pour une prise en charge médicale. Toutefois, le gestionnaire de l'hôpital de Birambizo et l'infirmier titulaire du centre de santé de Karambi ont fait part de la rupture des kits PEP au cours de la période d'évaluation.</p> <p>Les femmes et les filles ne se sentent pas en sécurité lorsqu'elles sont en route vers Kitshanga, Mweso, et dans les montages qui servent des chemins raccourcis pour atteindre leurs villages. L'insécurité est constante à tout moment de la journée, particulièrement en ce qui concerne les risques de violences sexuelles y compris par les autorités militaires et membres des GA.</p> <p>Les risques de violences sexuelles ont aussi été reportés lorsque les femmes / filles se rendent dans la forêt à la recherche de bois morts ou à la source d'eau, notamment à Karambi ou la source est éloignée du village (6km). Le risque est aussi présent lorsque les femmes quittent leur maison tard dans la nuit pour aller chercher de la nourriture vers les champs éloignés des maisons ;</p> <p>Présence reportée de bandits sur le tronçon routier Mukaka, vers Kashenjegeto et Kitshanga en allant vers Karambi. Ces bandits sont présumés auteurs de viols sur des filles et des femmes qui utilisent ce tronçon routier.</p>	<p>Renforcer les capacités des structures de protection communautaire, y compris les relais communautaires et RECOPE sur les notions de VBG et l'orientation des cas (VBG, PE).</p> <p>Orienter et référer les cas vers les services de prise en charge (médicale, psychosociale, accompagnement juridique et réinsertion économique).</p> <p>Mener un plaidoyer auprès du SG VBG pour l'approvisionnement des kits PEP à l'hôpital de référence de Birambizo et éviter les ruptures des stocks.</p> <p>Vulgariser le circuit de référencement auprès des populations hôtes et déplacées.</p> <p>Mobiliser des acteurs de protection travaillant sur les volets assistance juridique et réinsertion socio-économique pour les survivant(e)s de violences sexuelles.</p> <p>Mener un plaidoyer à travers le SG VBG auprès des autorités militaires et GA pour le changement de comportement des troupes en ce concerne les actes de violation des droits humains et violences contre les femmes et les filles.</p>
<p><b>Vulnérabilités</b></p>	<p>4</p>	<p>Les femmes cheffes de ménages, les femmes et filles enceintes, les enfants séparés / non accompagnés et orphelins, les femmes déplacées handicapées sont particulièrement affectées par cette crise et ont de grandes difficultés à subvenir à leurs besoins de</p>	<p>Faciliter les processus IDTR des ENA / ES identifiés dans la zone.</p> <p>Suivre la confirmation du positionnement de Help a Child dans la prise en charge psychosociale des cas de VBG dans</p>

		<p>base.</p> <p>De manière générale, les enfants – y compris les enfants non scolarisés – sont particulièrement à risque de subir diverses violations graves de leurs droits ; y compris les recrutements dans les GA, différentes formes d'exploitation (sexuelle, économique, domestique), et les mariages précoces et forcés pour les filles.</p> <p>Absence d'espaces surs pour les femmes et les filles survivantes de VBG, excepté à l'hôpital général de référence de Birambizo et au centre de santé de Kyahemba.</p>	<p>la zone et la mise en place d'Espace Amis Enfants (EAE).</p> <p>Sensibilisation sur les droits des enfants en vertu du cadre juridique international et national.</p> <p>Appuyer la mise en place ou la redynamisation des espaces surs existants (EAS Sisa) dans la zone.</p> <p>Appui en kits scolaires pour l'année scolaire 2022-2023 pour les PDIs et familles d'accueil vulnérables par les acteurs protection qui interviennent dans la protection de l'enfant en situation d'urgence.</p>
<b>Lutte anti-mines, armes en circulation</b>	<b>2</b>	RAS	RAS
<b>Logement, terre, propriété et ressources naturelles</b>	<b>4</b>	<p>Les PDIs ont un accès très limité à la terre pour cultiver, car ils n'ont pas les moyens de louer un champ. Les moyens de subsistance pour les déplacés restent les travaux journaliers dans les champs des autochtones moyennant une rémunération journalière en nature (bois de chauffage, nourriture) ou en espèce.</p> <p>La majorité des terres appartiennent aux membres de la communauté tutsie, dont les propriétaires mettent en location leurs terres à travers des gérants (autochtones) moyennant un paiement saisonnier.</p> <p>Les conflits fonciers sont nombreux et de diverses natures, tels que les conflits liés à l'héritage / droits de succession entre les membres d'une même famille, et entre femmes dans les mariages polygames. Ces conflits sont aussi liés aux difficultés de paiement de la location des champs par les locataires autochtones aux gérants. Les informateurs clés ont rapporté des cas de destitution forcée des champs de la communauté tutsie par les éléments CMC hutus. Les conflits peuvent aussi être liés à la limitation des champs entre deux voisins, les personnes qui se déclarent propriétaires sans titre délivré par le service foncier, les occupations illégales des plantations qui conduisent aux expulsions des exploitants sans titres ni permission légale).</p> <p>L'accès au logement pose problème pour les déplacés. La plupart des déplacés sont hébergés dans des familles d'accueil.</p>	<p>Faire un plaidoyer auprès des acteurs humanitaires impliqués dans le secteur abris pour la construction des abris transitionnels incluant les latrines en faveur des PDIs en famille d'accueil et sur d'autres sites (églises).</p> <p>Fournir une assistance d'urgence aux PDIs et familles d'accueil vulnérables en vivres et AME.</p> <p>Appuyer les PDIs, et familles d'accueil vulnérables avec des activités génératrices des revenus afin de permettre aux personnes affectées par la crise de s'auto-suffire et prévenir les stratégies de survie négatives.</p> <p>Renforcer les activités de prévention et résolutions des conflits fonciers.</p> <p>Mener un plaidoyer auprès des autorités locales et administratives du territoire de Rutshuru, chefferie de Bwito, pour que toute la population ait accès aux terres et au logement.</p>

Cohésion sociale	3	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Aucune tension entre les déplacés et la communauté hôte, ou entre les différents groupes communautaires n'a été rapportée au cours de l'évaluation.</li> <li>- Certains membres de la communauté hôte ont déclaré qu'avant 1994, il existait des conflits communautaires dans le groupement de Bukombo, mais actuellement toutes les communautés sont calmes et vivent en harmonie.</li> <li>- Certains participants aux discussions ont rapporté que la cohabitation pacifique pourrait se détériorer si la communauté tutsie qui était partie au Rwanda en laissant leurs champs entre les mains des gérants hutus, reviennent pour réclamer ces terres.</li> <li>- Certains participants aux FGD ont rapporté que la communauté tutsie serait parfois assimilée aux éléments du M23, ce qui peut causer des tensions / discriminations. Il s'agit d'un élément à prendre en compte dans le cadre d'une intervention dans la zone.</li> </ul>	<p>A travers le STAREC, renforcer les séances de sensibilisation sur la cohabitation pacifique intercommunautaire, qui pourrait se détériorer avec la crise du M23 (assimilation de la communauté Tutsi aux éléments du M23, et discriminations).</p>
------------------	---	--	---

### Conclusions générales et commentaires

L'ERP réalisée par Concern sur l'axe Bukombo-Katsiru pour l'alerte 4504 a relevé des problèmes de protection majeurs.

La majorité des participants aux FGD et entretiens clés présente un sentiment généralisé d'angoisse au regard de la situation sécuritaire dans la zone, et de la menace d'un nouveau déplacement lié à la crise M23. La présence des groupes armés dans la zone évaluée est à la base de plusieurs violations des droits humains ; tels que des violences physiques / mauvais traitements, détentions arbitraires et paiement de taxes illégales.

Les risques de protection dans la zone sont nombreux et exacerbés par la crise M23. La situation est particulièrement préoccupante en matière de protection de l'enfant, avec une forte présence d'enfants non accompagnés, séparés et orphelins - qui risque de s'accroître suite aux nouvelles attaques enregistrées dans la zone évaluée. Des cas de recrutements volontaires (mécanisme de survie négatif) ou forcés des enfants dans les groupes armés ont été rapportés, ainsi que des cas d'exploitation économique et domestique des enfants. De nombreux cas de mariages précoces et forcés ont pu être observés, avec un risque élevé d'augmentation de ces cas en lien avec la crise. Le taux d'enfants non scolarisés est également important.

En matière de VBG, des cas de violences sexuelles sur les trajets pour se rendre aux champs / marchés ont été rapportés par les femmes déplacées et autochtones. Les personnes déplacées à Bukombo et Chahemba sont logées dans des familles d'accueil ou il a été rapporté des problèmes de promiscuité dans les ménages. En plus des besoins de protection identifiés, les personnes déplacées font face à de nombreux besoins suite à la perte de leurs biens non alimentaires et de leurs récoltes suite au déplacement.

Les populations ont recours à de nombreuses stratégies d'adaptation négatives afin d'assurer leur survie. Les déplacés actuels ne manifestent pas l'intention de retourner vers leurs localités de provenance au regard de la situation sécuritaire qui ne semble pas s'améliorer sur le court/moyen terme.

Au vu des résultats présentés dans ce rapport et des besoins prioritaires exprimés par les ménages lors des entretiens et dans les groupes de discussion, une intervention protection et actions de plaidoyer sont nécessaires pour répondre aux problèmes de protection identifiés dans la zone évaluée.